

Cambodge

Élections, clientélisme et soutien chinois

Jean-Christophe DIEPART et Steven PRIGENT

La diffusion du documentaire *En marche pour le salut de la nation*¹ le 3 janvier 2018 – soit quatre jours avant la cérémonie de commémoration de la « libération vietnamienne » – a permis au Premier ministre Hun Sen, entouré de son épouse, de son fils aîné et de plusieurs commandants militaires cambodgiens et vietnamiens, de réaffirmer la légitimité historique de son leadership. Véritable piqûre de rappel, ce film de propagande présente Hun Sen comme un homme loyal envers le prince Sihanouk à la fin des années 1960, ayant risqué sa vie pour défendre l'indépendance du Cambodge face à l'ingérence meurtrière états-unienne, puis pour sauver le peuple du « génocide » (*pralāy būjāsas*) khmer rouge lorsqu'il décida de fuir au Vietnam en juin 1977 – « non pas pour y demander l'asile mais pour y trouver le soutien nécessaire à la formation d'une armée ». Si le film loue l'héroïsme du Premier ministre, il rend également hommage à la posture « droit-de-l'homme » (*siddhi manus*) et à l'intégrité des autorités vietnamiennes, présentées comme respectueuses de l'indépendance et de la souveraineté des Cambodgiens. Aucune mention n'est faite de Pen Sovan que les autorités vietnamiennes avaient porté à la tête du pays avant lui, ni du soutien de la Chine au régime khmer rouge.

¹ À voir au lien : (https://www.youtube.com/watch?v=_re-tc11LxY).

À la fin du documentaire, Hun Manet, le fils aîné du Premier ministre souvent présenté comme son potentiel successeur, rappelle en anglais que les jeunes générations doivent à celle de son père la paix, le développement économique et la liberté dont elles jouissent aujourd'hui. Le documentaire conclut par la leçon qu'Hun Sen aurait tirée de son expérience du Kampuchéa démocratique : « il est vain de croire que la brutalité et la cruauté permettent de conserver le pouvoir ; l'esprit dictatorial et brutal ne mène qu'à son propre effondrement ».

La poursuite d'une politique autoritaire

Depuis les élections législatives de 2013 jusqu'à l'arrestation de Kem Sokha en septembre 2017, la police et la justice ont joué un rôle crucial dans le démantèlement de l'opposition. Le 15 novembre 2017, la Cour suprême a prononcé la dissolution du Cambodia National Rescue Party (CNRP) et l'interdiction de toute activité politique pour 118 membres de ce parti pour cinq ans. Le motif avancé est celui d'une conspiration de « révolution de couleur » visant à renverser le gouvernement avec l'appui des États-Unis. Les sièges occupés par les députés du CNRP ont été réattribués en grande partie au Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique, et Coopératif (FUNCINPEC) – parti royaliste que le Cambodian People's Party (CPP) était parvenu à rallier à sa cause plusieurs années auparavant. Les 5 007 sièges obtenus par le CNRP lors des élections communales de 2017 (43,8 % des voix) ont été également redistribués, ce qui a balayé le choix électoral exprimé six mois plus tôt. Répondant à la rapporteure spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme qui fustigeait ces actions politiques, le gouvernement a récemment rappelé qu'elles étaient pourtant bien conformes à la loi².

Le CPP a ensuite pu recourir à ses traditionnelles techniques clientélistes de fidélisation électorale. Le comité central du CPP, qui est passé de près de 500

² Niem Chheng, « Government hits back after scathing report from UN's Smith », *Phnom Penh Post*, 14 septembre 2018.

à plus de 800 membres le 21 janvier³, gouverne un réseau pyramidal et tentaculaire : le « groupe de travail du parti », constitué d'élites et d'autorités provinciales, de district, communales et villageoises, sommées d'activer leurs réseaux locaux afin de promouvoir le parti. Avec le soutien financier des magnats (*ukīrā*) de l'industrie, de l'agriculture, de l'immobilier ou de la finance, le CPP arrose régulièrement le peuple de donations. La construction de routes, de canaux d'irrigation, d'écoles, de monastères, de centres de santé, les donations d'équipements, de biens de consommation et d'argent liquide sont autant de manières, pour le CPP, de « protéger » son électorat. Le nom du Premier ministre est inscrit sur d'innombrables bâtiments sur l'ensemble du territoire, quand ce n'est pas celui de son épouse, présidente de la Croix-Rouge nationale ou des élites régionales. Ce phénomène est banalisé par le système bouddhique de donations, selon lequel le nom du bienfaiteur est toujours inscrit sur un élément d'un bâtiment (les pagodes en premier lieu). Ainsi le Premier ministre apparaît comme un « homme de mérite » (*sappurasajan*) parmi d'autres, ne se distinguant que par l'ampleur de sa générosité.

Le jour de la dissolution du CNRP, Hun Sen faisait campagne devant 10 000 ouvriers textiles (une majorité de femmes souvent proches de l'opposition), distribuant de l'argent liquide à 700 femmes enceintes, promettant aux ouvrières les plus pauvres l'accès à une sécurité sociale et un bonus de 100 dollars pour tout nouveau-né. Un matin de février 2018, il prononçait un discours devant 10 000 jeunes ouvrières de la banlieue de la capitale retransmis en direct sur son compte Facebook, et offrait 5 dollars à chacune dans une enveloppe portant son nom et celui de son épouse⁴. Le 25 avril, il promettait aux habitants de la province de Kratie la construction d'un pont en 2019 avec l'aide de la Chine s'ils le reconduisaient aux élections. Cette déclaration faisait suite à la destitution du gouverneur de la province après une violente répression policière envers des manifestants le mois précédent⁵ et à l'ouverture d'une

³ Mech Dara, « CPP inner circle expends, dwarfing China's and Vietnam's », *Phnom Penh Post*, 22 janvier 2018. À titre comparatif, le Comité central du Parti communiste chinois compte 205 membres, celui du gouvernement vietnamien 175.

⁴ Hannah Beech, « Embracing China, Facebook and Himself, Cambodia's Ruler Digs In », *New York Times*, 17 mars 2018.

⁵ Mech Dara, « Kratie and Pailin governors dismissed », *Phnom Penh Post*, 24 avril 2018.

université financée par Pékin dans la même ville. Le CPP entend réaffirmer sa politique en faveur d'un Cambodge pleinement intégré à l'économie régionale. Il vise à se démarquer de la rhétorique populiste et nationaliste du CNRP, notamment opposée aux liens forts entre Phnom Penh et Hanoi ou Pékin.

N'idealisant pas pour autant l'efficacité de son système clientéliste, le Premier ministre n'hésite pas à alerter la population sur les risques d'une guerre civile et d'un chaos comme en Syrie en cas de défaite électorale du CPP. Hun Sen, qui, non seulement contrôle les armées et leurs unités d'élite mais s'est aussi constitué une unité de protection d'une taille équivalente à celle de l'armée nationale sénégalaise⁶, paraît plutôt crédible à ce sujet. Le 20 mai, lors de la journée de commémoration des massacres khmers rouges, le gouverneur de la capitale Khuong Sreng déclarait que le vote en faveur d'Hun Sen, « qui s'est courageusement battu pour apporter la paix dans le pays », permettrait d'éviter le retour d'un régime tel que celui des Khmers Rouges⁷. Le 23 mai, peu de temps après la mort de cinq personnes foudroyées dans la province de Koh Kong, Hun Sen annonçait à 2 000 ouvriers de la province de Kompong Speu que toute personne qui l'insulterait serait tuée par un éclair et ne bénéficierait pas de funérailles⁸.

Le 5 mars, l'Assemblée nationale a ratifié une clause de lèse-majesté criminalisant toute atteinte à la dignité du roi. Charles Santiago, le président d'Asean Parliamentarians for Human Rights, a souligné le fait que cette loi permet au gouvernement de renforcer la répression de toute opposition. Un directeur d'école primaire et un barbier ont été arrêtés dans les semaines qui ont suivi, après avoir sur Facebook rendu responsable le Roi et le Premier ministre de la situation politique actuelle. Le 11 mai, la Cour d'appel a, par ailleurs, confirmé la condamnation de onze activistes du CNRP arrêtés en juillet 2014. Le 23 mai, Thuy Vy, membre du Khmer National Liberation Front (KNLF), a été condamné pour avoir critiqué les dérives autoritaires du gouvernement et pour avoir appelé le gouvernement à respecter les Accords de paix de Paris, à

⁶ Alex Willemys, « Making of a strong man », *Phnom Penh Post*, 5 juillet 2017.

⁷ Mech Dara, « National day of remembrance », *Phnom Penh Post*, 21 mai 2018.

⁸ Phak Seangly et Niem Chheng, « Hun Sen detractors “will die” », *Phnom Penh Post*, 24 mai 2018.

libérer les prisonniers politiques et à gracier Sam Serey, le chef du KNLF accusé de terrorisme et aujourd’hui réfugié au Danemark.

Courant avril, le magnat des mines australien Bill Clough a été contraint de vendre le journal *Phnom Penh Post*, incapable de payer une soudaine facture d’arriérés fiscaux d’un montant de 3,9 millions \$ US – une affaire résonnant avec la fermeture du *Cambodia Daily* six mois plus tôt⁹. Le nouvel acquéreur – l’homme d’affaires malaisien Sivakumar S. Ganapathy – a licencié le rédacteur en chef Kay Kimsong le 7 mai, après que ce dernier eut refusé de retirer un article mentionnant des liens probables entre l’entreprise de Ganapathy et le gouvernement. La majorité des journalistes étrangers du *Post* ont démissionné pour manifester leur désaccord. Deux semaines plus tôt, le rapport annuel de Reporters sans frontières classait le Cambodge 142^e sur 180 pays en ce qui concerne la liberté de la presse, soit derrière la Thaïlande et le Myanmar, mais encore devant le Laos, le Vietnam et Singapour. Fin mai, les ministères de l’Information, de l’Intérieur et des Postes et Télécommunications ont formé un groupe de travail interministériel chargé de la surveillance des médias numériques¹⁰.

Les élections réduites à l’enjeu du « doigt dans l’encre »

Exilé pour la quatrième fois de sa vie, Sam Rainsy a poursuivi son combat depuis l’étranger, tandis que son coprésident, Kem Sokha, restait en détention provisoire. Après avoir accusé Hun Sen d’acheter des « like » à des entreprises étrangères pour dynamiser son compte Facebook, d’utiliser ce compte pour diffuser des menaces de mort, et parallèlement, Facebook, de soutenir un régime autoritaire, Sam Rainsy a appelé au boycott des élections, à garder le « doigt propre » et à « rester dormir à la maison ». Toute participation aux élections

⁹ Voir l’interview du directeur du département des Taxes, Kong Vibol, dans le documentaire *Cambodia’s Election Crackdown* de Mary Ann Jolley, Al Jazeera (disponible sur YouTube).

¹⁰ Joshua Lipès, « Cambodia to monitor, “control” online news ahead of upcoming ballot », *Radio Free Asia-Khmer*, 4 juin 2018.

reviendrait selon lui à valider le démantèlement du CNRP par le CPP, les autres partis d'opposition n'étant que des « partis *ahp* » – référence aux goules nocturnes connues pour avoir un visage mais pas de corps, qui peuplent le territoire. Le gouvernement a alors menacé d'arrêter toute personne distribuant des prospectus portant ce message « mensonger » et répondu que l'abstention signifierait un soutien à des « groupes de traîtres ».

Le 7 mai, le représentant de l'Autorité nationale de lutte contre le sida, Ieng Moly, a rappelé à des ouvriers de la province de Kompong Speu qu'après avoir voté, les électeurs devraient tremper leur doigt dans l'encre, et que les citoyens dont le doigt ne serait pas marqué seraient publiquement reconnus comme « opposés à la démocratie » et « supporters de groupes de traîtres et de rebelles ». Le 17 mai, le Comité national des élections (CNE) a demandé au ministère de l'Intérieur de réagir à l'appel au boycott de Sam Rainsy. Un professeur d'école primaire de la province de Kompong Chhnang a été arrêté début juillet pour avoir encouragé les habitants de son village à boycotter les élections. Fin juillet, cinq anciens membres du CNRP de la province de Battambang ont dû payer 2 500 dollars d'amende chacun pour avoir diffusé des photos d'eux levant leur « index propre ». De leur côté, les représentants de nouveaux partis comme le Khmer Will Party ou le Grassroots Democracy Party ont dénoncé l'appel au boycott de Sam Rainsy qui allait, selon eux, contre l'enjeu démocratique des élections.

Fin mai, le CNE a affirmé la bonne santé démocratique du pays en retenant la candidature de 20 partis (contre 8 en 2013) et en prévoyant la participation de plus de 8 millions d'électeurs. Le 5 juin, le roi Norodom Sihamoni a qualifié publiquement les élections d'« universelles, libres, justes, égalitaires et confidentielles, dans le cadre d'une démocratie libérale multipartite »¹¹, et appelé les citoyens à y participer en toute confiance. Sam Rainsy s'est de nouveau exposé à la justice (et au crime de lèse-majesté) après avoir dénoncé une pression exercée par le CPP sur le Roi et avoir diffusé une pétition avec l'appui de la fédération politique Liberal International. Courant juin, les entreprises de télécommunication Cellcard, Smart et MetPhone ont informé

¹¹ Ben Sokhean, « King urges citizens to vote », *Phnom Penh Post*, 7 juin 2018.

leurs usagers par SMS qu'ils auraient trois jours de congés, avec l'accord de leur patron, pour pouvoir voter dans leur village natal.

Durant la période électorale, les directeurs de bureaux et de départements des différents ministères ont dû « descendre renforcer le parti » (*cuñ bairriñ paks*) sur le terrain. Ils avaient été invités à s'enregistrer sur les listes du CPP, condition indispensable à toute promotion. Dans l'armée, le système de promotion est tel que les généraux doivent souvent revoir leur grade à la baisse lorsqu'ils rencontrent leurs homologues étrangers¹². Les chefs de village et de commune ont accueilli ces fonctionnaires et les ont accompagnés dans les visites des maisons. Ils ont organisé des rassemblements, distribué ou promis des biens matériels ou des denrées alimentaires au nom du CPP, en précisant le numéro à cocher le jour des élections (en l'occurrence le numéro 20). Les fonctionnaires locaux ont également dû participer aux défilés du CPP et pris soin de publier sur leur compte Facebook une photo d'eux avec le t-shirt et la casquette du parti.

Madame A, rizicultrice mère de trois enfants¹³, explique : « [Le chef du village] est venu me voir avec des membres du parti, et il filmait la rencontre avec un téléphone. Les gens du parti m'ont demandé si je connaissais le numéro que j'allais cocher. Alors je leur ai dit : "Bien sûr que je connais mon parti ! le numéro 20 !". Du coup ils ne m'ont même pas demandé de cocher la case sur le bulletin. Alors que [ma sœur], comme elle n'a pas répondu clairement, ils lui ont fait cocher la case numéro 20. Moi je leur ai dit ça pour être tranquille, alors que dans ma maison on n'a jamais voté pour lui ! [rires]. Sauf aux communales, là on vote pour lui, pour la construction des routes, d'autres services comme ça ».

Les populations rurales savent qu'un « doigt propre » les exposerait à certaines difficultés, notamment dans le cas de requêtes administratives comme l'obtention d'un titre de propriété, d'un certificat de mariage, d'une carte de

¹² Mech Dara et Shaun Turton, « 'Too many stars in the sky': For RCAF insiders, the proliferation of generals can be embarrassing », *Phnom Penh Post*, 1^{er} mars 2017 et 5 juin 2018.

¹³ Les citations d'interlocuteurs rapportées dans cet article sont issues d'entretiens effectués en juillet 2018. Lieu anonymisé.

pauvreté, etc.¹⁴ Mademoiselle B, du même village, affirme de son côté : « Les filles des usines, elles vont toutes tremper leur doigt dans l'encre. Elles sont obligées, leur patron va leur donner les trois jours de congés pour le vote, alors si elles reviennent à l'usine avec le doigt propre, leur patron va penser qu'elles ont utilisé ces trois jours pour s'amuser et ne pas voter, du coup elles craignent d'avoir des problèmes ».

Les puissances étrangères face aux élections

Les actions autoritaires du Premier ministre durant ces cinq dernières années, légitimées par le spectre d'une « révolution de couleur », n'auraient probablement pas été aussi aisées à assumer sans le soutien de la Chine. L'alliance historique s'était renforcée au début des années 2000, après une vingtaine d'années de recul face à l'influence du Vietnam puis des puissances occidentales. En échange d'un soutien des revendications territoriales de la Chine en mer de Chine méridionale au sein de l'ASEAN, le gouvernement cambodgien bénéficie d'un soutien financier massif de Pékin – une aide bilatérale qui n'exige aucune contrepartie en termes de respect des droits humains et de la démocratie – ce qu'Hun Sen n'a pas manqué de faire remarquer publiquement¹⁵.

Ainsi la Chine contribue-t-elle à la construction d'infrastructures (routes, ponts, ports, barrages hydro-électriques), notamment dans le cadre du *Comprehensive Strategic Partnership of Cooperation* lancé en 2010, et de la *Belt and Road Initiative* au Cambodge comprenant la construction d'un aéroport près des temples d'Angkor, au grand dam de l'UNESCO. Elle contribue aussi à l'équipement militaire et aux exercices militaires conjoints. Elle est également le premier investisseur étranger du pays¹⁶, ainsi qu'un partenaire commercial

¹⁴ Voir le cas du Mondolkiri, et la dénonciation de ces intimidations par la rapporteure de l'ONU Rhona Smith : Joshua Lipes, « Authorities threaten to withhold public services if villagers don't vote for CPP », *Radio Free Asia*, 17 juillet 2018 ; Joshua Lipes, « UN expert decries voter intimidation in lead-up to Cambodia election », *Radio Free Asia*, 20 juillet 2018.

¹⁵ Vong Sokheng, « PM talks tough to donor nations over aid "threats" », *Phnom Penh Post*, 14 juin 2016 ; Vong, Sokheng, « PM Hun Sen again blasts foreign donors », *Phnom Penh Post*, 30 juin 2016.

¹⁶ Bruno Philip, « Cambodge : fausse démocratie, vraie tyrannie », *Le Monde*, 29 juin 2018.

privilegié et booste le secteur du tourisme, notamment dans les temples d'Angkor et les casinos (21 % des 5,6 millions de touristes étrangers en 2017). Les dérives du développement du tourisme chinois sont telles à Sihanoukville (inflation, absence de retombées économiques pour les Cambodgiens, criminalité chinoise) que le gouverneur de la province a sonné l'alarme. Les milieux d'affaires sino-cambodgiens jouent le rôle de leviers privilégiés dans ces partenariats économiques, et le nombre de ressortissants chinois a doublé entre 2017 et 2018¹⁷.

Suite à la dissolution du CNRP, les États-Unis et l'Union européenne ont cessé le financement du Comité national des élections. Suite aux élections sénatoriales du 27 février 2018, à l'issue desquelles le CPP remportait 58 des 62 sièges, la Maison-Blanche a déclaré ne plus vouloir soutenir un gouvernement anti-démocratique¹⁸, ne maintenant que des programmes d'aides directes à la population et à la société civile (santé, agriculture, déminage etc.). Le 3 mars, Hun Sen a qualifié l'ambassadeur américain William Heidt de « menteur ». Le *Cambodia Democracy Act* adopté le 26 juin a entraîné le gel des actifs et des demandes de visas de plusieurs hauts fonctionnaires cambodgiens. Le premier semestre 2018 a toutefois été marqué par une augmentation de 26 % des exportations vers les États-Unis, et des importations en provenance des États-Unis d'une valeur de 214 millions \$ US. Côté européen, le Parlement a adopté une résolution le 17 décembre 2017 condamnant le Cambodge pour ses violations des règles démocratiques et a protesté contre la dissolution du CNRP et l'arrestation de Kem Sokha. La plus lourde sanction est la suspension du programme préférentiel « Tout sauf les armes » (TSA) exonérant le pays de taxes douanières et qui a largement contribué à l'industrie textile cambodgienne.

Début mai, la Fédération internationale des droits de l'homme, avec l'appui des Nations unies, a dénoncé l'incarcération arbitraire de Kem Sokha et demandé sa libération. Le 9 mai, devant 30 000 ouvriers travaillant dans 26 usines de Bavet (province de Svay Rieng), Hun Sen a répondu qu'il s'agissait d'enjeux de sécurité intérieure et que les États-Unis, qui ont bombardé le

¹⁷ Soth Koemsoeun, « Chinese living in Kingdom more than doubles since 2017 », *Phnom Penh Post*, 14 septembre 2018.

¹⁸ Voir communiqué de presse au lien : (<https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-press-secretary-reduction-assistance-government-cambodia/>).

Cambodge au début des années 1970, n'avaient pas de leçons à donner en matière de paix et de respect des droits humains. Lors du 32^e sommet de l'ASEAN le 25 avril, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a souligné l'urgence d'une réaction régionale face à la détérioration de la situation politique, prônant qu'il était encore temps de réhabiliter le CNRP dans la course électorale. Deux mois plus tard, HRW dénonçait les abus de douze généraux¹⁹, tandis que l'ONG Global Witness associait quatre magnats à ces abus²⁰.

Engagé depuis 2014 dans un accord décrié visant à financer l'accueil au Cambodge de demandeurs d'asile provisoirement hébergés sur des îles australiennes du Pacifique (principalement originaires du Moyen-Orient et du Sri Lanka), le gouvernement australien a privilégié le bon déroulement du premier sommet ASEAN-Australie à Sydney le 18 mars. Cette politique de renforcement des échanges commerciaux et de la sécurité de la région s'inscrit dans une stratégie australienne visant à contrer l'influence chinoise sur l'ASEAN. Ainsi la dérive autoritaire du CPP et les menaces de Hun Sen contre les opposants de la diaspora cambodgienne d'Australie, n'ont pas entravé le bon déroulement du sommet. Cette politique a été critiquée par Elaine Pearson, la directrice de la section australienne de Human Rights Watch²¹.

Le Japon, impliqué dans un combat d'influence avec la Chine et fortement lié commercialement au Cambodge, a décidé de ne pas sanctionner le gouvernement et de continuer à financer les élections. L'ambassadeur japonais Hidehisa Horinouchi a rencontré des représentants du Grassroots Democracy Party courant mai pour soutenir des élections reflétant la diversité des sensibilités politiques. Le 1^{er} juin, des activistes cambo-américains ont manifesté devant la Mission japonaise des Nations unies à New York pour demander au gouvernement japonais de cesser son soutien aux élections. Fin juin, le Conseil national des Églises de Corée du Sud décernait à Kem Sokha le prix de la paix et des droits humains asiatiques, en présence de l'ex-présidente adjointe du CNRP, Mu Sochua, et de l'ex-juriste du CNRP, Nhoy Chamrouen.

¹⁹ Human Rights Watch, 2018, *Cambodia's Dirty Dozen. A long history of rights abuses by Hun Sen's generals*, juin.

²⁰ Hul Reaksmeay, « Tycoon rejects Global Witness campaign », *Voice of America Cambodia*, 24 juillet 2018.

²¹ Julia Wallace, « Cambodia's Ruler Dared Australians to Burn His Effigy, So They Did », *The New York Times*, 19 mars 2018.

Une double victoire pour Hun Sen

Les ONG Neutral and Impartial Committee for Free and Fair Elections (NICFEC), Committe for Free and Fair Elections in Cambodia (COMFREL) et Transparency International Cambodia d'une part, et les États-Unis, l'Union européenne, l'Australie et finalement le Japon d'autre part, ont refusé d'envoyer des observateurs aux élections. Quelques jours avant les élections, les forces armées et policières ont procédé à plusieurs démonstrations de force en différents endroits du pays. Le gouvernement a revendiqué le maintien de la sécurité, niant toute tentative d'intimidation du peuple. Durant le week-end des élections les 28 et 29 juillet, 17 médias numériques – dont *Voice of Democracy*, *Voice of America*, *Radio Free Asia*, *Phnom Penh Post* et *Khmer Times*, ont été bloqués par le ministère de l'Information.

Le CPP a officiellement remporté 76,8 % des suffrages et la totalité des 125 sièges de l'Assemblée nationale. Sa grande victoire reste toutefois celle d'un taux officiel de participation de 83 %, avec une population qui s'est massivement engagée dans le jeu électoral en dépit de la dissolution du CNRP. Le taux de participation avait été de 69,61 % en 2013, et de 90 % aux communales de 2017. Néanmoins, le taux de « votes invalides », ou « erreurs volontaires », a été de 8,6 % (contre 1,6 % en 2013) – une façon pour une partie de l'électorat de manifester son mécontentement tout en s'étant résigné à tremper le doigt dans l'encre.

Monsieur C, riziculteur père de trois enfants, défenseur actif du CNRP en 2013 dans le même village affirme : « J'ai trempé mon doigt dans l'encre. Par solidarité pour [le chef du village pro-CPP, plutôt apprécié dans le village], pour éviter qu'il ait des problèmes si la moitié du village s'abstenait [...]. Mais j'ai coché n'importe comment [bulletin invalide] ».

Le FUNCINPEC a remporté 5,9 % des voix²², suivi par le League for Democracy Party (LDP) de Khem Veasna (4,9 %) – deux partis qui existaient déjà en 2013. Le Khmer Will Party de Kong Monika, se présentant comme

²² L'épouse du prince Norodom Ranariddh, Ouk Phalla, est décédée dans un accident de voiture le 17 juin. Le Prince, sérieusement blessé, n'a pas pu représenter le FUNCINPEC aux élections.

« l'âme du CNRP », a obtenu 3,3 % des voix, le Khmer National United Party de Nhek Bun Chhay, 1,5 %, et le Grassroots Democracy Party (GDP) de Yang Saing Koma, 1 %. Les observateurs du LDP ont dénoncé des achats de votes, des expulsions d'observateurs au moment du comptage du scrutin et l'interdiction de prendre des photos ou de recompter les votes. Des habitants d'un village du district de Dambae (province de T'bong Khmum) ont manifesté pour réclamer l'argent que leur aurait promis le chef du village en échange de leur vote²³.

Le Comité national des élections, des représentants de Chine, de Russie, d'Inde, du Vietnam, de Singapour, de Thaïlande, de Malaisie, et plus tardivement d'Allemagne et de France, des représentants d'organisations internationales (comme Shanghai Cooperation Organisation, Centrist Asia Pacific Democrats International, Asian Parliamentary Assembly et Asean Inter-Parliamentary Assembly), ainsi que 93 ONG et associations coordonnées par la Civil Society Alliance Forum (CSAF), ont reconnu la légitimité du scrutin. Les États-Unis, le Royaume Uni, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne ont exprimé leur « profonde déception » quant au déroulement des élections.

Une fois les résultats proclamés, le gouvernement a multiplié les signes d'ouverture politique. Les représentants des différents partis ont été invités par Hun Sen à participer à un « forum de consultation » dans le palais de la Paix le 21 août²⁴. Seuls la League for Democracy Party (LDP) et le Khmer Anti-Poverty Party (KAPP) ont décliné l'invitation. Le commentateur politique, Kim Sok, l'activiste, Tep Vanny, les journalistes de RFA, Oun Chhin et Yeang Sothearin, 14 membres de l'ex-CNRP, le président du Khmer Power Party, Sourn Serey Ratha, et le cinéaste documentariste australien, James Ricketson, ont été libérés de prison peu après les élections. Kem Sokha a lui été libéré sous caution et placé en résidence surveillée. La population cambodgienne est restée plutôt silencieuse : elle semble résignée ou peu concernée par ces enjeux.

²³ Vaen Sumeth, « Des habitants de T'bong Khmum réclament aux autorités l'argent promis en échange de leurs votes [traduction des auteurs] », *Radio Free Asia*, 25 août 2018.

²⁴ Ben Sokhean, « PM invites forum members to focus on "past problems" », *Phnom Penh Post*, 22 août 2018.

Transformations et régionalisation de l'économie

Dans le contexte de sa transition urbaine et industrielle, le secteur textile joue un rôle stratégique dans le développement du Cambodge. Il emploie 86 % des ouvriers industriels du pays (soit plus de 800 000 personnes) et les exportations du secteur représentent une part importante du produit intérieur brut²⁵. Du fait de coûts de transport et de fret plus élevés que chez ses voisins et d'une automatisation croissante des chaînes de productions, la compétitivité du Cambodge dépend étroitement de la contrainte exercée sur les salaires. Malgré une marge de négociation limitée, les promesses faites par le gouvernement durant la campagne électorale et la pression de certains syndicats ont permis une hausse du salaire minimal à 182 \$ US par mois²⁶, une augmentation marginale par rapport à 2017 (170 \$ US), qui reste relative à l'inflation, mais significative par rapport aux 62 dollars de mise en 2012.

Parallèlement, les relations se sont tendues entre l'Union européenne et le gouvernement au sujet de l'accord « Tout sauf les armes » qui permet au Cambodge d'exporter sans taxes certains produits agricoles et manufacturés vers l'UE. Ces accords sont particulièrement importants pour le secteur textile dont 40 % des exportations vont vers l'Europe (25 % aux États-Unis et 10 % au Japon). Le Cambodge est le deuxième pays bénéficiaire de « Tout sauf les armes » après le Bangladesh, avec 18 % de l'ensemble des importations européennes dans le cadre de cet accord²⁷. Mais cette politique commerciale est conditionnée par le respect des droits humains dans les pays qui en bénéficient. Le recul démocratique de ces droits au Cambodge a conduit l'UE à remettre ces accords en question. L'enjeu est de taille car leur suppression impliquerait la paupérisation d'une part importante de la population, ce que ne manque pas de souligner le gouvernement cambodgien. Et pourtant en septembre, contrairement à ce que plusieurs analystes économiques avaient prévu, le Parlement européen a finalement voté la suspension des accords, tout en laissant une possibilité au Cambodge de les renégocier s'il donne des signes tangibles

²⁵ Leonie Kijewski, « EU to review Cambodia's EBA status », *Phnom Penh Post*, 1er mai 2018.

²⁶ Kong Meta, « Minimum wage for 2019 set to be decided », *Phnom Penh Post*, 5 octobre 2018.

²⁷ Robin Spiess, « A sector too big to fail », *Phnom Penh Post*, 5 avril 2018.

d'ouverture politique. Dos au mur, le gouvernement est resté imperturbable en déclarant que le Cambodge n'avait pas vocation à bénéficier *ad vitam aeternam* de ces accords, à l'instar d'un pays comme le Vietnam qui n'en bénéficie plus depuis que son économie est devenue plus robuste²⁸.

La réaction très critique de la Chine sur cette politique commerciale européenne était prévisible²⁹ mais elle peut aussi se comprendre à la lumière d'enjeux commerciaux et géopolitiques plus globaux. En effet, l'Union européenne a présenté en septembre un plan d'investissements et d'infrastructures dont l'ambition est de proposer à toute l'Asie un modèle de développement économique durable basé sur la transparence et la protection environnementale³⁰. Cette initiative européenne est directement en concurrence avec le projet des nouvelles routes de la soie qui est un élément central dans le dispositif chinois de contrôle commercial et géopolitique de la région.

L'exploitation illégale du bois demeure une activité économique lucrative de premier plan au Cambodge. Dans le Nord-Est du pays, elle est alimentée par une demande globale croissante (particulièrement chinoise) et organisée dans des filières clandestines qui transitent par le Vietnam et qui impliquent un très grand nombre d'acteurs à différents niveaux de pouvoir. Malgré l'interdiction de 2016 à l'encontre de l'exportation de bois vers le Vietnam, des études ont montré qu'elles sont en constante augmentation³¹. Et dans la mesure où ces réseaux clandestins transfrontaliers sont bien opérationnels, la signature d'accords commerciaux entre l'UE et le Vietnam pour l'exportation de bois vietnamiens vers l'Europe a ravivé toute cette problématique. Ces accords sont perçus comme incitant à l'exploitation illégale au Cambodge d'un bois qui serait blanchi au Vietnam, puis exporté vers l'Europe³².

Dans les campagnes, le gouvernement poursuit une politique de modernisation agricole qui promet la production à grande échelle de cultures de rentes

²⁸ Niem Chheng, « Unruffled by EBA withdrawal, PM seeks “low interest” loans », *Phnom Penh Post*, 22 octobre 2018.

²⁹ Mech Dara, « Chinese envoy accuses EU of using EBA to interfere in Cambodia's affairs », *Phnom Penh Post*, 23 juillet 2018.

³⁰ Keegan Elmer, « European Union has a plan for Asian infrastructures but will it collide with China's belt and road? », *South China Morning Post*, 20 septembre 2018.

³¹ May Titthara, « Rise in timber exports to Vietnam », *Khmer Times*, 8 février 2018.

³² Louis Chahuneau, « Du Cambodge à l'Europe, les ravages du trafic de bois », *Le Point*, 7 novembre 2018.

stimulées par des marchés régionaux porteurs (bananes, hévéa, canne à sucre, noix de cajou, manioc, mangues, etc.). Particulièrement dynamique en 2018, cette « nouvelle » production agricole est encadrée par des accords bilatéraux établis avec des pays de la région, principalement le Vietnam et la Chine. Mais elle fragilise la petite paysannerie qui n'a souvent pas les moyens de faire face aux conditions fluctuantes du marché et se retrouve contrainte à l'endettement³³. Le nombre de familles qui dépendent de l'agriculture comme source principale de revenu diminue. Et comme les possibilités d'emplois offerts dans les secteurs secondaires et tertiaires restent limitées, le nombre de migrants cambodgiens travaillant à l'étranger (Thaïlande, Corée du Sud, Arabie Saoudite, entre autres) est en constante augmentation. En novembre, le National Committee for Counter Trafficking estimait leur nombre à 1,8 million³⁴, soit plus de 22 % de la population active du pays.



Avec la condamnation de Nuon Chea et de Khieu Samphan pour génocide et crime contre l'humanité le 16 novembre, le Cambodge tourne une page de son histoire, et le gouvernement se libère d'une pression internationale polarisée sur la reconnaissance de la responsabilité des dirigeants khmers rouges. De nouveaux rapports de force commerciaux s'établissent entre la Chine, devenue moteur incontesté du développement régional, et des partenaires économiques comme l'Union européenne qui entretient des relations compliquées avec le Royaume. Le pouvoir actuel fait le pari que la croissance économique lui donne la légitimité de renforcer son autorité politique. Mais cette vision montre déjà ses limites, dans les villes comme dans les campagnes. Et l'éducation a assurément un rôle central dans l'orientation des évolutions politiques futures. La création et le renforcement d'institutions de gouvernance qui soient à la fois responsables et crédibles aux yeux de la population et du monde reste un enjeu politique important. La formation doit aussi favoriser l'émergence d'innovations pour porter la diversification de l'économie et stimuler des dynamiques

³³ Philip Heijmans, « Cambodia Has a Big Problem With Small Loans », *Bloomberg*, 2 octobre 2018.

³⁴ Sen David, « Migrant worker numbers rise », *Khmer Times*, 5 novembre 2018.

agricoles plus ancrées dans les territoires ruraux et davantage axées sur la consommation intérieure.

Fiche Cambodge

Nom officiel : royaume du Cambodge

Capitale : Phnom Penh

Superficie : 181 035 km²

Population (est. 2 016) : 16 246 000 hab.

Langue officielle : khmer

Données politiques

Nature de l'État : monarchie constitutionnelle

Nature du régime : parlementaire

Suffrage : universel (à partir de 18 ans)

Chef de l'État : S.M. le roi Norodom Sihamoni (depuis octobre 2004)

Premier ministre : Hun Sen (depuis janvier 1985)

Ministre des Affaires étrangères : Prak Sokhonn (depuis avril 2016)

Président de l'Assemblée nationale : Heng Samrin (depuis mars 2006)

Échéances : élections communales (2022) et élections législatives (2023)

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (CIA-The World Factbook, est. 2013) : Khmers (97,6 %), Cham (1,2 %), Vietnamiens (0,1 %), Chinois (0,1 %), autres (0,9 %)

Religions (CIA-The World Factbook, est. 2008) : bouddhistes (96,9 %), musulmans (1,9 %), chrétiens (0,4 %), autres (0,8 %)

Chronologie

DÉCEMBRE 2017

- 29 Sam Rainsy est reconnu coupable de diffamation et doit verser 1 million \$ US à Hun Sen.

JANVIER 2018

- 12 19 accords de coopération sont signés avec le Premier ministre chinois, notamment pour la construction d'un nouvel aéroport à Phnom Penh et d'une autoroute Phnom Penh – Sihanoukville, et pour le lancement d'un premier satellite cambodgien.
- 15 Hun Sen déclare qu'il restera au pouvoir jusqu'en 2028 avec pour objectif que le Cambodge atteigne le statut de pays à revenu intermédiaire supérieur.
- 23 Le Mouvement du sauvetage national du Cambodge de Sam Rainsy (CNRM – Cambodia National Rescue Movement) est considéré comme une organisation terroriste ; le ministre de la Défense se déclare prêt à entreprendre des actions armées préventives.

FÉVRIER 2018

- 13 Les deux activistes de Mother Nature sont libérés après cinq mois de prison pour avoir filmé des extractions illégales de sable dans la province de Koh Kong.
- 14 L'Assemblée nationale ratifie l'accord sur la facilitation du commerce dans la zone Cambodge-Laos-Vietnam signé en novembre 2016.
- 21 Le rapport annuel du Cambodian Center for Independent Media dénonce « l'effondrement » de la liberté de la presse.
- 26 Le Conseil européen des Affaires étrangères demande au gouvernement, en évoquant de potentielles sanctions, de cesser d'utiliser l'appareil judiciaire à des fins politiques.
- 27 Les deux lois révisées avec l'introduction du crime de lèse-majesté et la restriction des activités politiques selon « l'intérêt national » sont promulguées et prennent effet immédiatement.

MARS 2018

- 8 Des affrontements ont lieu entre les forces armées et des habitants de Kratie qui protestaient en raison d'un différend foncier.

AVRIL 2018

- 04** L’Autorité des mines annonce avoir besoin de 406 millions \$ US pour terminer le déminage du pays d’ici 2 025.
- 2-5** Le 3^e Sommet du Mékong, « un Mékong, un esprit », se tient à Siem Reap. Les dirigeants expriment leurs inquiétudes au vu des conséquences que les onze barrages hydrauliques prévus pourraient entraîner et adoptent une déclaration favorisant le développement durable.
- 22** Hun Sen demande aux représentants des syndicats de s’assurer que les ouvriers des usines textiles n’aient pas de relation avec l’opposition et ne manifestent pas aux prochaines élections.
- 25** Le Cambodge perd 10 places dans le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières.

MAI 2018

- 1** Arrêté en août 2017 pour son implication dans une affaire de drogue, l’ex-président du Parti national khmer unifié, Nhek Bun Chhay, est remis en liberté provisoire. Il pourrait bien reprendre la tête du parti en vue des prochaines élections nationales en juillet.
- 3** Radio Free Asia (RFA) rapporte des informations selon lesquelles des ouvriers travaillant pour des briqueteries dans la province de Kandal sont réduits en esclavage en raison de leur surendettement envers les propriétaires des briqueteries.
- 7** L’éditeur en chef du Phnom Penh post est renvoyé pour avoir publié un article faisant mention des possibles liens entre Hun Sen et le nouveau propriétaire du journal. À la suite de ce licenciement, 13 membres du journal démissionnent en signe de protestation.
- 13** Un professeur de 50 ans, Kheang Navy, est arrêté pour avoir prétendument insulté la monarchie sur Facebook. Il s’agit de la première arrestation depuis l’adoption du crime de lèse-majesté en début d’année.
- 17** Environ 300 personnes manifestent devant le ministère de la Gestion foncière, de l’Urbanisme et de la Construction pour protester contre l’inaction du gouvernement face à l’éviction de leur lieu de résidence imposée par une compagnie sucrière.
- 23** Le Comité national électoral (CNE) reconnaît officiellement les 20 partis enregistrés pour les élections de juillet. Ces partis sont donc autorisés à participer au scrutin.

JUIN 2018

- 10** Le Grassroots Democratic Party désigne Saing Koma, expert agricole, comme candidat du parti au poste de Premier ministre lors des prochaines élections.

- 11** Le Sénat approuve un projet de loi pour l'adoption du programme de l'Organisation pour la coopération forestière asiatique (Asian Forest Cooperation Organisation).
- 12** Le groupe des parlementaires ASEAN pour les droits humains (ASEAN Parliamentarians for Human Rights) affirme que l'exclusion du principal parti d'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSN), diminue la légitimité des prochaines élections de juillet. Il estime donc que ce parti devrait être autorisé à participer aux élections.
- 16-20** Le ministre chinois de la Défense, le général Wei Fenghe, est en visite officielle au Cambodge. À cette occasion, il annonce que la Chine poursuivra ses exercices militaires conjoints avec le Cambodge et accorde une aide à hauteur de 130 millions \$ US aux forces armées cambodgiennes.
- 28** Human Rights Watch (HRW) qualifie le Premier ministre Hun Sen de « dictateur militaire à part entière » dans un rapport enquêtant sur l'étendue de son contrôle sur l'armée et la police. Ce rapport identifie 12 hauts gradés des forces de sécurité comme responsables de violations répétées des droits humains.

JUILLET 2018

- 13** La mission de l'UE au Cambodge, dans le but d'examiner la situation politique, termine sa visite. La commissaire de l'UE pour le Commerce, Cecilia Malmström, déclare que l'abolition du système généralisé de préférences dont bénéficie le Cambodge n'aura lieu que dans le pire des scénarios.
- 20** Le rapporteur spécial des Nations Unies pour le Cambodge, Rhona Smith, exprime son inquiétude au regard de plusieurs cas d'intimidation dont font l'objet des électeurs.
- 25-27** Des milliers de familles ont dû être évacuées dans la province de Steung Treng suite à des inondations survenues après une rupture de barrage hydro-électrique au sud du Laos.
- 29** Les Cambodgiens se rendent massivement aux urnes pour les élections. Le taux de participation est de 82 %. Le PPC, le parti du Premier ministre Hun Sen, revendique une large victoire avec, selon les premiers résultats, 80 % des voix.
- 30** Le CNE révèle que près de 600 000 bulletins nuls ont été dénombrés lors des élections.

AOÛT 2018

- 15** Le CNE annonce les résultats officiels des élections. Le parti au pouvoir, le PPC, remporte les élections avec 76 % des voix et l'ensemble des 125 sièges au Parlement.

- 17** L'analyste politique Kim Sok est libre après avoir purgé une peine de prison de 18 mois pour diffamation à l'encontre du PPC.
- 20** La militante pour les droits fonciers, Tep Vanny, sort de prison après avoir été graciée par le Roi.
- 21** Le Premier ministre Hun Sen lance un forum de consultation avec 16 des 20 partis ayant participé au scrutin de juillet dernier dans le but de permettre aux différents partis d'exprimer leur opinion sur les actions et/ou inactions du gouvernement ainsi que de conseiller ce dernier.
- 28** Le Comité national pour la gestion des catastrophes (NCDM) indique que 30 personnes sont mortes et près de 100 000 familles ont été touchées par les inondations le long du Mékong au mois d'août.

SEPTEMBRE 2018

- 10** Inculpé pour trahison, le leader de l'opposition, Kem Sokha, est libéré sous condition après avoir passé plus d'un an en détention à la prison de Trapiang Thlong, connu aussi sous le nom de Centre correctionnel 3 (CC3). La décision a été prise après considération de l'état de santé de l'accusé.
- 17** Le gouvernement cambodgien critique la résolution du Parlement européen et souligne qu'il n'est pas inquiet de la menace des sanctions de ce dernier qui avait posé un ultimatum de trois mois au Cambodge sous peine de retirer son initiative « Tout sauf les armes » et de demander la suspension du siège du Cambodge aux Nations unies.

OCTOBRE 2018

- 2** Le ministre de l'Environnement s'engage à éradiquer le commerce illégal d'espèces sauvages et à coopérer avec les partenaires étrangers pour préserver les ressources naturelles du pays.
- 5** Le salaire minimum mensuel des ouvriers du secteur textile est fixé à 182 \$ US à partir de janvier 2019, contre 170 \$ US actuellement. En échange, le gouvernement a promis de baisser le prix de l'électricité pour les usines du secteur.
- 10** Le gouvernement exprime son « indignation » vis-à-vis de la décision de l'Union européenne de lancer la procédure de suspension de l'initiative] « Tout sauf les armes ». Pour le Cambodge, cette décision est une « injustice extrême » eu égard aux progrès considérables du pays, notamment en matière de droit foncier et du travail.

NOVEMBRE 2018

- 5 Les crimes forestiers auraient baissé de 15 % au cours des 10 premiers mois de l'année, selon le ministère de l'Agriculture.
- 6 La rapporteuse spéciale de l'ONU, Rhona Smith, estime que le gouvernement devrait prendre des mesures pour améliorer la situation des droits humains afin de ne pas perdre le régime de préférences commerciales octroyé par l'Union européenne. Au cours d'un entretien avec un responsable du ministère de la Justice, elle exprime aussi ses inquiétudes concernant la transparence et l'indépendance du système judiciaire. Le cas de Kem Sokha n'aurait pas été évoqué.
- 7 Plusieurs enquêtes ont montré que l'exploitation illégale des forêts au Cambodge et le commerce illicite de bois vers le Vietnam bat son plein. Ils pourraient d'ailleurs se renforcer dans la mesure où le Vietnam vient de signer des accords commerciaux avec l'UE pour l'export de bois vers le Vieux Continent.
- 16 Les deux plus hauts dirigeants khmers rouges encore en vie sont condamnés, au Cambodge, par le tribunal international parrainé par l'ONU, à la prison à vie pour "génocide", 40 ans après la chute du régime responsable de la mort d'au moins 1,7 million de personnes entre 1975 et 1979.

Portraits

Yang Saing Koma, fondateur et administrateur du Grassroots Democratic Party

Yang Saing Koma est né en 1966 dans une famille pauvre du district de Tram Kak, province de Takeo. En 1984, il obtient une bourse d'études et part en Allemagne de l'Est pour se spécialiser en agronomie. En 1995, il soutient une thèse de doctorat en développement agricole à l'université de Leipzig.

Dès son retour au Cambodge, il place la petite agriculture familiale au cœur des dynamiques de changement et d'innovation. Avec une équipe de 7 personnes et le soutien du Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), il fonde en 1997 le Centre d'étude et de développement agricole cambodgien (CEDAC). Dès 2000, il expérimente et développe au Cambodge une technique d'intensification rizicole (SRI) maintenant pratiquée par plus de 100 000 agriculteurs et reconnue par le gouvernement comme une référence pour le développement de la riziculture. Il initie ensuite le Farmer and Nature Net, qui encourage le développement de l'agro-écologie, ou encore le CEDAC Sahakreas qui vise la mise en place d'entreprises sociales agricoles. L'ensemble de ses combats – avec et en faveur de la paysannerie – est couronné en 2012 par le prestigieux prix Ramon Magsaysay, qui met à l'honneur des personnalités asiatiques porteuses de solutions pionnières en matière de développement.

Yang Saing Koma met ensuite ses convictions et ses actions d'agronome au service d'un engagement politique. Il fonde en 2016 le Grassroots Democratic Party avec des compagnons de route dont Kem Ley qui sera assassiné quelques mois plus tard. Il est administrateur du parti et fut son candidat aux élections législatives de 2018. Malgré l'absence d'une opposition réelle et le petit score obtenu par le GDP, Yang Saing Koma estime que cette percée électorale est porteuse d'espoir. Prônant une politique non conflictuelle avec le CPP, le GDP est ancré dans les réalités rurales du pays qui lui donnent une assise démocratique forte. Yang Saing Koma est présenté comme un opposant politique légitime porteur d'une vision de développement alternative pour le Cambodge.

Chea Chanto, gouverneur de la Banque nationale du Cambodge

Le gouverneur de la Banque nationale du Cambodge, Son Excellence Chea Chanto, a lancé et financé la réalisation du musée de l'Économie et de la Monnaie du Cambodge, qui doit ouvrir ses portes à la fin de l'année 2018 dans le bâtiment de l'ancienne mairie de Phnom Penh, jouxtant celui de l'ancienne Banque de l'Indochine.

Chea Chanto est né en 1951 dans la province de Kompong Thom. Diplômé de sciences économiques en 1975 (Université du Commerce, Phnom Penh), il participe à la libération du Cambodge en 1978, puis prend la direction de la Banque municipale de Phnom Penh début 1979. En 1981, il devient gouverneur adjoint de la Banque populaire du Kampuchéa, avatar socialiste de la Banque nationale du Cambodge (BNC) qui avait été créée à l'indépendance en 1954, puis ministre du Plan en 1986, une charge cruciale dans l'économie encore étatisée et centralisée du Cambodge. Diplômé d'un doctorat de sciences économiques à l'université de Hanoi en 1989, et d'un doctorat d'administration du commerce à l'université de Californie du Sud en 1995, il devient gouverneur de la BNC en 1998, qui avait été restaurée dans le cadre du passage progressif du pays de l'économie planifiée à l'économie de marché.

Ministre d'État membre du Conseil des ministres, Chea Chanto poursuit également une carrière d'élu en qualité de député et d'homme fort de la province de Kompong Thom, dans laquelle il constitue un rouage solide du CPP. À la tête de la BNC, il a opté pour une gestion de la monnaie plutôt orthodoxe et non inflationniste, tout en s'efforçant plus récemment de renforcer le rôle de la monnaie nationale dans l'économie – où le dollar constitue encore une part prépondérante de la masse monétaire. Il a contribué à la mise en œuvre de règles prudentielles et de bonne gestion au sein des secteurs bancaires et de la microfinance en vive expansion, tant du point de vue du nombre d'établissements – que beaucoup jugent excessif – que de la croissance très rapide du crédit.

